

[print](#)

Terreur fasciste en Ukraine

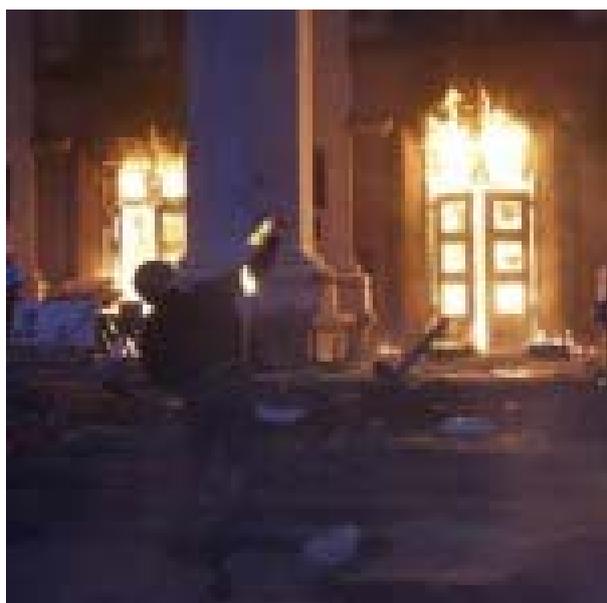
By [Ganna Goncharova](#) and [Alberto Montaner](#)

Global Research, May 16, 2014

Url of this article:

<http://www.globalresearch.ca/terreur-fasciste-en-ukraine/5382547>

Dans notre première entrevue publiée le 16 avril dernier dans [Marquetalia](#) nous signalions que de la manière dont évoluaient les choses, «le scénario le plus probable n'est pas une guerre civile [en Ukraine] mais bien un génocide perpétué contre les minorités ethniques, par les puissances étrangères (la Russie incluse) se déroulant pendant que l'on regarde d'un autre côté ». Malheureusement, cette prévision se voit confirmée par les faits qui se sont déroulés le 2 mai. Notre objectif dans ces lignes est de donner l'information la plus précise possible sur ce qui s'est réellement produit dans les régions en contre-insurrection en Ukraine (entendu au sens où elles s'opposent à l'insurrection de Maidán et son gouvernement putschiste) et de le dénoncer face à l'opinion publique, en particulier les lecteurs conscients de la désinformation qui, comme c'est le cas depuis le début de la crise Ukrainienne, s'est diffusée en Occident.





Nous commencerons par répliquer à l'intervention des représentants de plusieurs pays européens face à l'assemblée de l'ONU lors de sa session de ce même 2 mai, qui ont accusé les activistes du Donbass de « terroriser la population civile » et d'être des troupes russes infiltrées appuyées par « de rares manifestants ». Il serait difficile d'être moins informé ou moins trompeur, parce que la résistance du Donbass, dont les membres, là-bas s'appellent « volontaires » (opolchentsy) est composée justement de cette même population civile et quiconque détient de l'information de première main sait que la seule terreur qu'on les habitants de Donbass est celle de voir débarquer les troupes des milices néonazies de Praviy Sektor, ou selon leur version officialisée, de la Garde Nationale. Quand à la présence de l'armée russe, rappelons simplement que jusqu'à l'amiral finlandais Georgij Alafuzoff, ex chef de l'intelligence militaire de Finlande et Directeur du Renseignement de l'Etat Major de l'Union Européenne a reconnu le 15 avril dernier qu'il la considérait comme « improbable », et selon nos informations, sauf peut-être à Slaviansk, elle est inexistante.

“Terrorisme” et double standard

Les furieuses protestations de l'Occident, qui pour le moins donnent dans la caricature, n'apportent rien d'autre que la mise en évidence du **double standard** qui, selon ce qui est habituel en politique, et particulièrement en politique

internationale, s'applique dans ce cas. Et l'on se demande en quoi se différencie la prise d'édifices publics, l'installation de barricades ou l'appropriation des armes de la police pendant Maidán, où ces actions furent applaudies, et dans les régions sud-occidentales (que nous nous refusons à qualifier tendancieusement de « pro-russes ») où ces mêmes actions sont condamnées sans recours. Les premiers, malgré qu'ils aient utilisé des cocktails Molotov depuis janvier de l'année en cours – ce que n'ont pas encore fait les contre-insurgés – et plus tard des armes à feu, ont été encouragés et applaudis à chaque moment depuis l'Occident. Les seconds qui n'ont réagi qu'après le coup d'état à Kiev et qui n'ont pas utilisé jusqu'à présent la mortelle combinaison, sont qualifiés de « terroristes » et toutes les forces armées ukrainiennes et l'opinion publique occidentale s'excitent contre eux. En résumé, les moyens et les circonstances qui conditionnent l'utilisation de ce terme s'avèrent en soi non pertinents et ont pour fins celles qui conviennent à la partie intéressée, dans le cas présent l'axe Berlin-Washington.

Concernant la qualification de terrorisme, il faut également mettre en évidence les déclarations de l'actuel Ministre de l'Intérieur ukrainien, Arsén Avákov, qui sur les réseaux sociaux, a signalé que « Ils ont donné l'ordre aux groupes terroristes de se vêtir de noir et de tirer contre des civils, imitant les actions de la milice ukrainienne. Je demande aux citoyens de Kramatorsk et Slaviánsk de ne pas sortir dans les rues et j'ai donné l'ordre aux commandos du Ministère de l'Intérieur d'en finir avec la provocation ». Selon les informations que nous détenons, l'unique groupe qui pourrait agir de cette façon (et selon tous les indices et d'après ce dont ils se sont montrés capables à Maidán), c'est le Pravyi Séktor, les milices néonazies émanant des partis ultra nationalistes de l'extrême-droite Trizub de Iarosh et Svoboda de Tiahnybok. Ils sont aussi les seuls qui ont les moyens de se procurer le genre de fusils qu'utilisent les francs-tireurs, sauf que du matériel de ce genre a été découvert et saisi dans un véhicule intercepté dans un contrôle routier à proximité de Slaviánsk la nuit du 19 au 20 avril, au début de la période pascale, un événement qui s'est conclu par un solde de cinq morts. L'accusation lancée par Avákov, délibérément floue, vise bien les prétendus infiltrés russes (dont la présence, nous l'avons dit n'a pu être démontrée par personne), elle vise aussi les prétendus « terroristes » et « séparatistes » du Donbass, mais il serait préférable de la lire comme un prétexte et non des moindres dont le but est de couvrir ses arrières si, finalement les véritables terroristes, autrement dit, les miliciens de Pravyi Séktor ou leurs collaborateurs étrangers (une possibilité que nous aborderons plus loin), arrivent à prendre position, et commencent à assassiner des gens.





La réaction en Transcarpathie

Avant de nous préoccuper des régions qui font l'objet de l'offensive de la Junte, comme les mouvements de résistances ont baptisé l'auto-proclamé gouvernement de Kiev (en comparaison avec les gouvernements putschistes d'Amérique Latine des 70), il faut préciser que la menace fascistoïde est ressentie non seulement dans les régions sud-orientales à majorité russophone, mais également dans les autres régions. C'est ce qui se passe dans la région extrême orientale du pays, la Transcarpathie (Zakarpastka Óblast'), dans laquelle il y a une notable présence « ethnique » de Ruthènes, Hongrois et Roumains, entre autres. Là, comme dans d'autres régions, les ultra nationalistes ukrainiens ont pris le contrôle de la situation, occupant les édifices publics, et, dans un putsch localisé, le gouvernement régional, contre la volonté de la majorité de la population. D'après une enquête récente, 80,8% des personnes interrogées soutiennent l'initiative qui vise à exiger du gouvernement de Turchynov, la libération des immeubles occupés : 80% pensent qu'il faut mener une enquête contre les assaillants et les participants au putsch régional, et le même nombre exige que le Service de

Sécurité d'Ukraine (SBU, successeur ukrainien du KGB) suspendent les poursuites concernant ceux que les dites autorités de fait qualifient de « séparatistes ruthènes ».

La résistance régionale, ancrée dans le Congrès de la Ruthénie Carpatique, qui avait déjà proclamé en 2008 la République de Ruthénie Subcarpatique (Podkarpatska Rus'), a rendu public un manifeste, divulgué également sur les réseaux sociaux, dans lequel elle exige du gouvernement de Kiev et ses alliés l'application de l'accord conclu à Genève le 17 avril passé, celui qui inclus la remise des armes par les formations paramilitaires illégales, la libération de tous les édifices administratifs illégalement occupés, ainsi que des voies publiques bloquées, et l'amnistie de tous les prisonniers politiques sans délit de sang. On se souviendra des exigences de la part de "la Junte" demandant que les activistes sud-orientaux exécutent l'accord unilatéralement, étant donné qu'eux ne se sentaient pas concernés, niant la principale raison par laquelle traité pour un moment, pouvait désactiver la spirale de violence. A ce sujet, la résistance ruthène considère que le dialogue pan-ukrainien sans participation de la République Populaire de Donetsk (Donetskaia Narodnaia Respublika) ou la République de la Ruthénie Subcarpatique manque politiquement de sens.

En plus d'exposer ces exigences générales, le manifeste inclue les exigences suivantes concernant le cas de la Transcarpatie spécifiquement : la libération immédiate des édifices occupés de la région, l'ouverture d'enquêtes judiciaires contre les assaillants de ceux-ci, et que soient abandonnées les poursuites à l'encontre des « séparatistes ruthènes », le désarmement en application de l'article 17 de la constitution d'Ukraine, de tous les groupes illégaux, à commencer par Pravyi Séktor, les reconnaissances des ruthènes comme « ethnie subcarpatique avec les droits politiques et culturels annexés à la condition d'ethnie officiellement reconnue, l'interdiction du SBU et d'autres organes de persécutions ethnique des Ruthènes ainsi que de représailles contre eux, et finalement la présence d'observateurs internationaux pour contrôler ce processus.



Óblast de Zakarpatia (La Transcarpatia)



Bassin minier de Donetsk (Région du Donbass)



La région considérée comme Donbass est la zone de couleur rose, mais les frontières officielles de la région (óblast) sont les lignes de couleur noire.

Les événements d'Odessa

Le 24 avril, lors de la session de l'assemblée du Gouvernement Régional

d'Odessa, le chef de la Direction Régionale du Ministère de l'Intérieur, Piotr Lutssiuk, signale aux députés la nécessité de faire quitter la région aux groupes paramilitaires qui, s'étaient maintenus à Kiev sans aucun contrôle, et furent envoyés par les nouvelles autorités à Odessa pour se débarrasser d'elles provisoirement. Selon ce que rapporte Lutssiuk, ces groupes (qui d'après certaines sources, atteindraient les 3000 membres) ont établi dans la région 12 postes de contrôle routier illégaux. Dans lesquels, montent la garde, par tournante, environ 1 500 personnes. En plus, la semaine précédente à la session à laquelle il est fait référence, la police locale a découvert à Odessa un dépôt d'arme appartenant à Pravyi Séktor, lequel contenait des balles, armes blanches, matraques, bouteilles de cocktails Molotov et des paquets d'explosif.

*Les médias locaux ont pour leur part rendu compte de multiples conflits qui ont eu lieu aux postes de contrôles illégaux entre des miliciens néonazis et des voyageurs d'Odessa ou des visiteurs de la ville. D'après ce qui a été dénoncé, les premiers rompaient les vitres des automobiles, maltrahaient les voyageurs et exigeaient de l'argent pour accorder le passage. Du coup, le gouverneur nommé par les illégales autorités de Kiev, Vladimir Nemirovsky, a tenu un discours en défense des dits contrôles qui, selon son **opinion**, sont nécessaires pour contrôler les activités de la police. (sic !!!)

C'est dans ce climat qu'ont eu lieu les tragiques événements du 2 mai, dont les antécédents sont (en plus de la pré-mentionnée arrivée massive de membres de Pravyi Séktor), d'une part, l'existence préalable d'un camp d'activistes anti-Maidán à Kulivovo Pole (un parc au centre de la ville), qui avait déjà souffert de nombreux assauts de la part tant de la police que d'éléments nationalistes radicaux, et d'autre part la convocation d'une manifestation nationaliste des supporters des factions ultra-nationalistes radicales des deux équipes qui jouaient ce jour là à Odessa, le Chernomórets local et le Metallist de Járkov. Au début, on supposait que ces manifestations allaient rester pacifiques. Dans une [vidéo](#) qui montre les débuts de la marche on peut voir un bien connu « centurion » de Pravyi Sektor (à Maidán ces groupes s'organisaient dans des groupes de cent néonazis. – NdT) revêtu d'un gilet pare-balles, parler avec quelqu'un, d'après le contenu de la conversation, on a supposé que son interlocuteur aurait pu être le ministre Avakov lui-même, qu'il trompe sans vergogne en disant que ses « gars » étaient désarmés et que lui-même avait été blessé par une pierre envoyée par les « séparatistes » encore que ces deux derniers faits soient démentis par cette vidéo (antérieure au début des affrontements) et celles qui furent enregistrées pendant l'assaut de l'édifice des syndicats. Là déjà, parmi des individus revêtus de tenues de camouflages et armées de bâton et de barres métalliques, un des gardes du corps du « centurion », en uniforme paramilitaire, dit à un policier : « Faites nous faire un bout de chemin et nous ferons notre travail ». Il est donc hors de doute que la manifestation ait été planifiée comme une attaque organisée.

Pendant de temps des activistes de la dite Odésskaia Druzhina ou Masnada Odesita, (mouvements de contre-insurgés) campaient à Kulikovo Pole, en recevant des nouvelles de cette manifestation, ils se divisèrent entre ceux qui pensaient qu'il valait mieux rester pacifiquement dans le campement et ceux qui se décidèrent de partir à la rencontre (de la manifestation) car ils pensaient, et avait bien raison, que l'objectif réel de la marche était un nouvel et définitif assaut du campement. Ainsi alors que 100 à 150 personnes sont restées au camp, un autre groupe de 150, est parti rejoindre la manifestation, identifiés par des rubans de l'Ordre de Saint-Georges qui sont utilisés comme signes distinctifs de la contre-insurrection (car ils sont associés à la victoire sur les troupes nazies de la Seconde Guerre Mondiale). Ce groupe, portant des objets contondants et dans certains cas protégés par des casques et des boucliers comme en utilisent les anti-émeutes, s'est dirigés vers les

manifestants qui s'étaient regroupés sur la place Sabórneia, lesquels étaient occupés à crier des slogans ultra-nationalistes de types fasciste Slava Ukraïny ! et lançant des slogans contre les moskaly (littéralement « moscovites », appellation exprimant le profond mépris dans lequel les ukrainiens tiennent les russes). Ceux qui arrivèrent de Kulikovo Pole se trouvèrent là, face à quelques 1 500 personnes, c'est pourquoi, lors des affrontements qui ont suivi, ils ont eu la pire part.

C'est alors que se déroule la partie la plus confuse des événements, pour laquelle les témoignages sont, c'est logique, contradictoires. Les manifestants nationalistes accusent la police d'avoir agi en faveur des « activistes pro-russes », les défendant en constituant un bouclier humain. Même comme cela, les deux parties commencèrent à se lancer mutuellement des pierres et n'importe quel objet lançable qui leur tombait sous la main. Ceci suggère que la police tenta sans succès d'établir un cordon de sécurité entre les deux groupes, mais que finissant par être débordée, elle décida de se tenir à l'écart. Cependant dans une autre [vidéo](#) on constate que le comportement de la police (dont quelques membres portaient des brassards rouge, comme certains des nationalistes) est extrêmement déconcertant, parce qu'on les y voit ouvrir une brèche dans le dit cordon, permettant le passage à l'un et l'autre des groupes qui s'affrontaient.

De là, nous avons déduit que leur intention était de chauffer l'ambiance de manière à ce que les hostilités dérivent d'elles-mêmes sur un assaut du campement cité, mais ce qu'ils n'ont pas bien calculé c'est que le point d'ébullition serait atteint aussi rapidement avec des résultats tellement dramatiques. Confirment ce point de vue les images de cette même vidéo dans laquelle on voit le chef de la police d'Odessa mêlés aux manifestants et la disparition des participants au ruban rouge (ceux-ci réapparaîtrons parmi les assiégeants de la maison des syndicats) quand les manifestants nationalistes s'acheminèrent enfin vers Kulikovo Pole. Quoiqu'il en soit, ce qui n'admet aucun doute, c'est la passivité ultérieure des forces de sécurité ; ce qui constitue un des catalyseurs de la tragédie.*

Dans le feu de l'action, les nationalistes ont poursuivi leurs adversaires dans ce parc et une partie de ceux qui étaient là à camper, plus quelques passants non prévenus, finirent par se réfugier dans le bâtiment des syndicats, où ils se retrouvèrent encerclés par les manifestants de signe contraire. Selon le témoignage d'un de ces derniers, en conséquence des mouvements spontanés des affrontements, une partie des « agresseurs pro-russes » s'est réfugié dans le dit édifice entre les feux croisés des cocktails Molotov. Dans l'une des [vidéos](#) diffusées sur internet il y a quelques images, à première vue confuses, dans lesquelles on voit comment un cocktail Molotov, soi-disant lancé par un des réfugiés dans le bâtiment, tombe sur un appareil d'air conditionné, ce qui aurait provoqué l'incendie, donnant aux nationalistes la possibilité de parler d'auto-immolation. Selon cette même version, la police est restée sur place et les pompiers ont accompli leur mission, pendant que les membres de « l'autodéfense de Maidán » (autrement dit ceux de Pravyi Sektor) auraient aidé les gens à sortir des flammes, les défendant des coups des supporters furieux.

Cependant, les multiples vidéos enregistrées, plus ou moins en caméra cachée, pendant l'assaut, révèlent une situation très différente. Commençons par la vidéo mentionnée comme preuve par les manifestants nationalistes, là, il est évident que le rez-de-chaussée et la porte principale de l'édifice sont déjà en train de brûler quand le cocktail Molotov est lancé. En plus, même en ne prêtant pas grande attention, on constate parfaitement que la trajectoire de la bouteille n'est pas verticale mais décrit une parabole, dans laquelle elle tourne plusieurs fois sur elle-même, jusqu'à aller s'écraser contre l'appareil d'air conditionné, ce qui prouve factuellement qu'elle a été lancée depuis l'extérieur. En plus, sur l'omniprésent et

quasi omniscient internet nous pouvons trouver des photos de joyeuses jeunes filles qui posent pendant qu'elles préparent des cocktails Molotov pour Pravyi Séktor, photos qu'elles diffusent elles-mêmes sur les réseaux sociaux, fières de leur travail au service de la patrie ukrainienne. En ce sens il n'y a pas le moindre doute que l'immeuble fut incendié par ses attaquants et le fait qu'ils ont commencé par incendier les portes révèle l'intention d'empêcher la sortie des occupants. De fait il y a une autre [vidéo](#) dans laquelle on entend un des assaillants crier : « Ecoutez, nous allons brûler ces putains de pédés dans le bâtiment ».

Dans ce même enregistrement, on entend clairement les coups de feu répétés et on voit les manifestants nationalistes, plusieurs d'entre eux en uniforme paramilitaire incluant des casques de l'armée, armés de bâtons et pour la plupart, portant un masque. On remarque aussi le dit « centurion » de Pravyi Séktor (sans blessure aucune, pour sûr) qui tire plusieurs coups de son pistolet en direction de la corniche du second étage où un des assiégés tente de fuir les flammes. sans qu'aucun des assiégeants lui vienne en aide, alors que de nouveaux cocktails Molotov frappent continuellement contre les portes et la façade de l'édifice et que l'on entend l'un des assiégeants dire à quelqu'un qui tente de fuir par les fenêtres. "Tiens ! Prends pour te rafraîchir !", cri qui s'accompagne clairement du lancement d'un autre cocktail Molotov. Ce type d'action explique pourquoi dans le bâtiment certains des corps, ont seulement la tête et les mains brûlées, et pas le reste du corps. Dans une autre [vidéo](#) on entend une femme qui appelle à l'aide depuis une fenêtre de dernier étage, peu après, on voit trois manifestants nationalistes s'accouder à cette fenêtre, arborant un drapeau ukrainien. Grâce à la position de la fenêtre, la femme qui criait a été identifiée, dans les photographies prises postérieurement du cadavre d'une femme enceinte, étranglée avec un fil électrique, il s'agit d'une travailleuse des syndicats qui étaient sur place pour réaliser des travaux d'entretien. Pendant tout ce temps, la police brille par son absence, soulignée par la voix off de l'auteur de la prise de vue, qui se réfère régulièrement aux assiégés comme « les 300 Spartiates », en claire allusion à ceux qui sont tombés face aux Perses en défendant le défilé des Thermopiles. La police anti-émeutes arrivera seulement lorsque que certains des assiégés ont commencé à sauter depuis l'immeuble en flammes, ce qui indique qu'elle était dans les environs, mais n'osait pas intervenir (ou avait l'ordre de ne pas le faire jusqu'à ce que la situation devienne tout à fait insoutenable. Pour rendre justice à tous, il faut reconnaître qu'alors la police et une partie de ceux qui entouraient l'édifice (parmi lesquelles il y avait des gens en attente en plus des manifestants) tentèrent de créer un couloir pour évacuer avec sécurité les assiégés qui arrivaient à sortir du bâtiment (une sécurité telle que la plupart ont été arrêtés sous inculpation de terrorisme, 69 d'entre eux ont été libérés le lendemain par la foule en colère. NdT), pendant qu'une partie des assiégeants continuaient à lancer des pierres contre les rescapés, en criant Slava Ukrainy !. L'opérateur de la vidéo demandent alors qu'ils aident ceux qui tentent de sortir et quelques-uns de manifestants lui répondent « Ces chiens ! à Kiev, on leur coupe la tête aux activistes et à leur pute de mère ! » ; ce qui se référant aux habitants d'Odessa est une accusation qui n'a pas de sens , en plus de fait, on a pas constaté qu'à Maidán quiconque ait été décapité, ce qui révèle la haine absolue et irrationnelle qui a rendu possible la tragédie.

Toutes les circonstances, d'un autre côté sont loin d'avoir été mises en lumière. D'après les témoignages de plusieurs survivants, à l'intérieur du bâtiment il pourrait y avoir eu, non par une cinquantaine de victime, chiffre reconnu jusqu'à présent, mais au moins 200, vu qu'au début de son occupation, les membres de Pravyi Séktor ont poursuivi « les activistes pro-russes » et ont abattu à coups de feu plusieurs d'entre eux, ce qui explique également les photos des cadavres, plusieurs présentent à la tête des blessures par armes à feu. Selon les dires des

témoins, plusieurs réfugiés auraient été conduit dans les caves où ils ont été exécutés ».

Par conséquent, l'incendie n'aurait pas eu pour but unique d'en finir avec ceux qui étaient encerclés dans le bâtiment, mais bien aussi de faire disparaître les traces des assassinats qui ont été perpétrés là-bas. Il est évident que pour faire toute la lumière sur ce qui s'est passé, il faudrait l'intervention d'une instance compétente et neutre, mais les actuelles autorités putschistes ukrainiennes qui ont célébré de manière réitérée l'action de leurs « patriotes » dans cette « action antiterroriste », jamais ne vont autoriser une enquête approfondie examinant les détails de la tragédie. Pour le moment, qui se sentirait capable de le faire peut voir [les terribles images](#) captées à l'intérieur de l'édifice, ainsi que les doutes, questions suscités par les mêmes concernant le déroulement des faits, au sujet desquels nous n'avons pas la compétence nécessaire pour nous prononcer, mais qu'il serait très éclairant de voir contestés par quelqu'un de qualifié.

A tout cela on peut ajouter les enregistrements faits par les assiégeants à l'entrée de l'édifice, après que l'incendie soit éteint, on les voit qui pillent les cadavres et qui se moque des missels et icônes miniatures que certains portent dans leurs poches. Pour compléter le tableau, dans les pages web pro-nationalistes il a été diffusé pour se référer aux morts la dénigrante désignation de la « centurie enfumées » en claire et ironique contre-désignation de la « centurie céleste » c'est-à-dire les victimes (martyrs dans leur terminologie) des actions de Maidán. Les déclarations faites au sujets de ces événements par des politiciens opportunistes comme Yulia Tymoshenko, où d'authentiques fanatiques ultra-nationalistes comme la députée de Svoboda Irina Farión, ne font rien d'autre que d'augmenter le climat de haine ethnique le poussant à l'exaspération de même que le communiqué du SBU sur la présence complète fausse de « provocateurs russes' qui seraient en train de « déstabiliser » Odessa, Donetsk et d'autres villes ukrainienne offrant ainsi aux illégitimes autorités surgies du coup d'état du 22 février et à ses bases armées, les milices ultra-nationalistes d'extrême-droite, l'excuse pour déchaîner la présente vague de terreur, dont la victime potentielle est l'ensemble de la population qui ne partage pas l'idéal fascistoïde. En définitive, c'est une excuse pour assassiner leurs propres citoyens.

Tout en reconnaissant l'imprudence de la contre-insurrection d'Odessa (encore qu'il soit possible qu'à la fin la mesure n'aurait pas été une meilleure parade), il est clair que ce qui s'est produit dans l'immeuble des Syndicats d'Odessa constitue un lynchage en bonne et due forme, qui est totalement inadmissible même s'il avait concerné un authentique groupe terroriste, puisque la présomption d'innocence et le droit à une justice équitable font partie des plus élémentaires des droits humains. Mais il est évident que dans la situation actuelle de l'Ukraine, nous sommes confrontés au plus absolu mépris de ceux-ci, a fortiori de l'état de droit. C'est seulement de cette manière que l'on peut comprendre que le gouverneur Nemirovsky ait « promulgué » depuis [sa page facebook](#) (!!!) une « édit » prenant date ce jour même du 2 mai, dans lequel il déclare à l'encontre de toute loi et de tout principe éthique, que « Toute action des habitants d'Odessa qui sera dirigée vers la neutralisations et la détention des terroristes armés sera considérée comme légale ». Comme il fallait le redouter la chasse est ouverte.



La réaction dans les régions sud-orientales

Le 7 avril, la contre-insurrection de la région de Donetsk proclame la souveraineté nationale de la République Populaire de Donetsk (Donétskaia Naródnaia Respublika), ce qui immédiatement a permis au gouvernement de fait ukrainien de taxer de « séparatiste » quiconque dans cette région s'oppose à ces actes ou qui exprime l'idée de la fédéralisation du pays, même quand cela n'a rien à voir avec l'auto-proclamée république souveraine, sinon tout le contraire. Avec le prétexte de

la proclamation de la RPD, a commencé l'occupation par certains des contre-insurgés des bâtiments de l'Administration et toute la population dans la rhétorique officielle des autorités de Kiev est devenue immédiatement "terroriste" oubliant les actions similaires dans la capitale avant le coup d'état. L'expédient est facile et commode ; amalgamer dans le même schéma presque onze millions de personnes sans faire de nuances, ni, par dessus tout, s'embêter à comprendre le pourquoi ou, encore mieux, à l'assumer parce qu'il paraît impossible qu'ils ne se rendent pas compte, malgré l'aveuglement congénital du nationalisme de tout ce qui, de leur côté de la barrière identitaire, permettrait d'expliquer cette situation aberrante.

Le gouvernement de Kiev, euphorique grâce à l'approbation consentie par l'Union Européenne et les États-Unis, au moment même auquel il procédait à la destitution de Ianoukovitch, a complètement oublié qu'il n'était qu'un gouvernement provisoire ce qui, – même s'il avait été légitime – l'oblige à limiter ses fonctions aux tâches courantes de maintenance du pays et à la préparation des élections présidentielles prévues pour le 25 mai. Les nouvelles autorités n'ont pas entendu que le sud-est du pays, qui s'est tu pendant qu'elles manifestaient à Maidán, agissait ainsi, non pour un plein soutien à ses exigences, buts, motivations et actions, mais parce qu'il ne considérait pas comme possible qu'un gouvernement démocratiquement élu puisse être destitué de cette manière, ni ne pensaient que le soutien de l'Occident en viendrait à être aussi éhonté ni qu'une fois que ce serait produit le coup d'état, ils oseraient s'immiscer dans les régions dont les activités industrielles constituent la base économique du pays, celles qui lui apportent la moitié de son PIB.

La première vague d'indignation parmi la population russophone (qui n'est pas ethniquement russe et encore moins par définition « pro-russe ») a eu lieu quand, au lieu de se préoccuper de résoudre les graves problèmes économiques dont souffre le pays, la Rada ou Parlement, dirigé par des éléments putschistes et sous la menace des armes de Pravyi Séktor, a supprimé la loi des langues, qui garantissait un statut spécial au russe, parlé par l'immense majorité des populations de ces régions, ainsi qu'à d'autres langues minoritaires comme le hongrois, le transcarpatien (mais pas le ruthène considéré comme un dialecte de l'ukrainien) ou au roumano-moldave à Chernivtsi et Odessa. Cette décision, prise le 23 février, fut répudiée y compris par le commissaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération Européenne) pour les affaires des minorités ethniques, qui averti qu'une telle initiative parlementaire pourrait aggraver la situation du pays, par-dessus tout dans les régions dans lesquelles la question de la langue est considérée comme importante. Pour sa part, la porte-parole du Conseil de la Fédération de Russie, Valentine Matviienko, prévint alors que cette décision allait constituer le début du séparatisme en Ukraine. Ce sujet, aux yeux de beaucoup d'habitants d'Europe, ne constitue pas une raison suffisante pour un affrontement comme celui qui s'est produit. Cependant, les citoyens ukrainiens russophones dès le début de Maidán recevaient des signaux verbaux et graphiques du parti-pris idéologique de l'opposition qui ensuite deviendra le gouvernement provisoire. La symbolique fasciste qui apparaît sur les drapeaux, les peintures, les vêtements et les pancartes de beaucoup d'activistes de Maidán démentent les déclarations de cette opposition qui prétend agir au nom de toute l'Ukraine – et ce malgré la participation du parti ultra nationaliste Svoboda – et que son objectif serait d'unir toute l'Ukraine indépendamment de l'ethnie, dans une avancée vers des valeurs démocratiques. Malgré tout, les gens se sont armés de patience et ont attribué l'usage des slogans et emblèmes de type fasciste d'avantage à la ferveur patriotique de l'opposition qu'à ses véritables intentions d'exécuter le programme politique de Svoboda, dont le contenu pour quiconque connaît un peu l'histoire remonte au Munich de 1933 et au Lvov de 1942.

De toute façon, cela a été démenti, dès leur accès au pouvoir, par la dite abolition de la loi des langues et parce que le gouvernement provisoire au lieu de désarmer les unités paramilitaires néonazies de Pravyi Séktor, leur a permis pratiquement de contrôler les régions occidentales d'Ukraine, sans exiger qu'ils abandonnent les bâtiments occupés et, pour abonder dans ce sens, tente de les légaliser comme partie de la Garde Nationale, en une sorte d'éruption schizoïde qui prétend unir les unités militaires du Ministère de l'Intérieur du dissous Bérkut avec ses adversaires antérieurs dans les rues de Kiev. Conjointement à cette offensive, de manière tout à fait évidente pour qui connaît la situation de l'Ukraine, se produit la signature précipitée, sans autorité légale ou morale pour cela des sections politiques (Titre I et II) de l'accord contesté d'association de l'Ukraine et de l'Union Européenne, qui pour les mineurs et les ouvriers de l'industrie du Donbass signifierait (en cas d'application de sa partie économique) la fermeture des entreprises correspondantes et la perte de leur poste de travail, comme cela s'est produit en Espagne, dans des circonstances similaires lors de ce qui est appelé par euphémisme la « reconversion industrielle ».

Ainsi allèrent les choses, le 28 février, le leader de la contre-insurrection Pavel Gubarev comparait devant l'assemblée régional de Donetsk, appelant les députés à réagir face aux autorités putschistes de Kiev et à défendre la région de "la Junte" sans aucun résultat. Le premier mars, pendant une manifestation, la multitude a élu Gúbarev comme « gouverneur populaire », contre le gouverneur imposé par Kiev, l'oligarque Serguéi Taruta, mais le 6 mars il fut arrêté, accusé de « actions dirigées vers le changement forcé, et la vulnération de l'Ordre Constitutionnel ou assaut au pouvoir de l'état », ainsi que d'attentat contre l'unité et l'inaliénabilité de l'Ukraine », ce qui ne laisse pas d'être ironique venant d'un gouvernement coupable précisément de ces mêmes charges. Cette inculpation fut sans doute une des premières démonstrations du double standard employé depuis systématiquement par le nouveau gouvernement et un catalyseur pour le développement du mouvement de résistance à "la Junte". D'un autre côté, Gubarev appelait à la fédéralisation de l'Ukraine et pas à la Sécession du Donbass, une opinion qui était encore majoritaire fin mars, selon une enquête réalisée entre le 16 et le 31 de ce mois par Ukrainian Sociology Service, qui révèle que seulement 18% de la population des régions orientales est partisane d'une sécession. Cette proposition de fédéralisation, que propose pour la première fois le 30 janvier de 2013 le député pour le parti des régions Vadim Kolesnichenko, fut la première tentative de la part de la population des régions sud-orientales d'offrir une sortie rationnelle et pacifique à la situation de la part de quelques citoyens qui pour des raisons expliquées lors de l'[entrevue](#) citée au début de ces lignes, ne veulent pas en venir à faire partie de la Russie, ni être citoyens de seconde Zone dans leur propre pays.

Cependant, à cause du rejet par l'assemblée régionale des propositions de Gubarev et ensuite de sa détention, les manifestations à Donetsk ont commencé et elles ont grandi. Alors la Rada, alors que la sécession de la Crimée s'était déjà produite, adopta immédiatement une posture d'extrême agressivité et le 13 mars, elle changea la loi électorale pour l'élection présidentielle, à laquelle fut ajoutée une clause : « La Commission Électorale centrale est obligée d'établir les résultats des élections présidentielles indépendamment de la quantité de districts électoraux dans lesquels les élections ont été menées à leur terme », autrement dit, elle élimine la nullité des élections faute de quorum, à manœuvre grossière au sujet de laquelle tout commentaire serait superflu. De surcroît, l'amendement suivant a été adopté "Si les élections ne sont pas menées à leur terme dans certains districts électoraux, les résultats des votes au jour des élections pour le Président de l'Ukraine s'établiront à partir des résultats des autres districts électoraux". Il a

également été établi que « le jour même des élections ne pourront être célébré aucun référendum ni de l'état, ni locaux ». Le fondement de ces modifications légales est constitué par la sécession non reconnue de la Crimée, où il y a près d'un million d'électeur, et aussi la possibilité d'un boycott électoral dans les régions du sud-est, en plus d'offrir la possibilité de manipuler les résultats électoraux, cherchant des excuses pour invalider les votes « inconvenants » de districts déterminés, sans avoir à recommencer les élections. Ces dispositions furent suivie d'action de protestation qui dans certains cas se sont terminées par l'occupation de bâtiments officiels, en prenant précisément comme modèle celles qui furent menées lors du Maidán, mais à la différence de ces dernières, celle-ci furent taxées de « séparatistes », en application de la morale de double standard. D'autre part, ces accusations semblent pouvoir s'enraciner dans la profusion de symbolique pro-russe parmi la contre-insurrection sud-orientale. Pour comprendre ce phénomène il faut comprendre que malgré que les autorités de Kiev et leurs médias affins, le nient constamment, le schéma de leurs actions révèle l'application du programme de l'extrême-droite nationaliste ukrainienne, c'est pourquoi dans les dites région on l'appelle « la Junte » et ses actions sont considérés quasi unanimement comme fascistes. Dans la mémoire collective de ces régions, fortement affectées par l'occupation nazie, la libération elle-même est associée de manière indélébile à l'armée soviétique (de là l'emploi mentionné du ruban de Saint-Georges, l'unique décoration tsariste reconnue par le régime soviétique). A son tour, l'armée russe est considérée de manière plus ou moins consciente, comme son héritière. De là l'adoption d'une symbolique qui, quoique dans certains cas elle corresponde réellement à une volonté séparatiste, pour la majorité des gens, elle exprime seulement un principe, son profond sentiment antifasciste.

L'«opération antiterroriste» du Donbass

Le 13 avril, les autorités de Kiev ont annoncé le lancement de l'opération antiterroriste contre les régions du Sud-est, après la prise le 12 avril, de la mairie de Slaviansk par la contre-insurrection. Avant de poursuivre, il est indispensable de se demander : de quel terrorisme sommes-nous en train de parler ? Jusqu'à ce moment, dans les dits territoire, il n'y avait pas eu de prises d'otages, aucune explosion n'avait été provoquée, ou séquestration, il n'y avait pas eu de morts, sauf celle du porte-parole de Svoboda dans le Donbass, causée par un coup de poing au cours d'un affrontement entre des activistes pro et contre Maidán. Il est clair donc, que parler dans ce cas de terrorisme c'est simplement avoir recours au mot magique qui au moins depuis le 11 septembre, justifie en occident n'importe quelle classe de violation de droits.

De fait, le premier affrontement de la population civile avec les unités de l'armée s'est produit le 17 avril, quand les gens, surpris face à la grande affluence de véhicules militaires sur les routes se placèrent face à une colonne de tanks. Avec les débuts de cette opération, la population civile, qui fondamentalement était restée tranquille, par pure inertie, même si son opinion coïncidait avec celle de activistes commença à s'alarmer, d'autant plus que tout le monde savait que les troupes ne peuvent être mobilisées sans la déclaration préalable de l'état d'urgence. En plus, les troupes qui tenaient mobilisées avaient leurs quartiers à Dnepropetrovsk, elles étaient basiquement composées par les recrues originaires de la région de Donetsk, Lugansk et Jarkov. Les gens se rendaient compte que le gouvernement, au lieu d'agir ponctuellement contre les occupants de certains bâtiments généraux, envoyait directement l'armée, dont on ne savait pas comment elle allait agir.

Ainsi, malgré ce qu'affirmait le gouvernement de Kiev, les gens qui sont sortis pour arrêter les chars n'étaient ni armés, ni achetés par personne, il ne s'agissait pas

non plus de Russes infiltrés ou d'agents à la solde de Moscou. Quelle serait la réaction de n'importe quelle population du monde que son gouvernement déclarerait « terroriste » dans son ensemble et le lendemain lui enverrait l'armée ? Faut-il supposer que quelqu'un les a achetés pour qu'ils tentent de faire quelque chose ? Les gens qui ne voulaient pas que cela dégénère en conflit sanglant sont sortis, hommes, femmes, enfants, désarmés et le visage à découvert, pour demander aux militaires qu'ils partent de là. Dans certains cas, comme à Kramatorsk, le 16 avril, les soldats, qui n'avaient aucune idée d'où on les envoyait ni de qui les envoyaient, se sont indignés et sont passés à la contre-insurrection. Dans d'autres cas, les soldats, sans présenter de résistance et pour démontrer qu'ils n'allaient pas entreprendre d'action militaire, ont démonté leurs armes, confiant à leur commandant les verrous. Dans certains cas, les gens s'en sont allés avec des caisses de munitions qu'ils ont remises à la police. Nous ne pouvons pas non plus garantir qu'il n'y ait pas eu des cas dans lesquels les contre-insurgés ont conservé les armes réquisitionnées, mais nous ne l'avons pas constaté, parmi des centaines d'enregistrements et commentaires qu'il y a sur internet au sujet des événements. Les uniques affrontements ont eu lieu durant cette première phase de l' « opération anti-terroristes », ce sont produits aux barrages routiers (presque tous sans armes et à visage découvert) pour éviter la venue des commandos paramilitaires de Pravyi Séktor. Quand leurs troupes étaient détectées, le feu était mis au pneumatiques de la barricade pour aviser les groupes d'autodéfense, qui, eux oui, étaient armés. C'est ce qui s'est produit dans l'escarmouche de la nuit du 19 au 20 avril près de Slaviansk, qui fut le plus grave des événements jusque là.

Face à l'échec de cette première offensive, le gouvernement de Kiev, déclarant qu'il ne lancerait pas les troupes contre la population, a renforcé la Garde Nationale avec l'équipement de l'armée et a commencé à organiser des groupes irréguliers qui normalement s'identifient comme Pravyi Sektor, quoique en réalité on ait aucune certitude quand à leur composition réelle. De fait, de nombreux témoins signalent que parmi eux on a détecté des participants étrangers qui parlent en anglais et en polonais, et des rumeurs circulent concernant le recrutement des mercenaires de l'entreprise internationale Greystone, mais il n'y a pas de preuves avérées de cela. Ce qui est confirmé, oui, c'est que le gouverneur de Dnepropetrovsk, Igor Kolomoiskyi, forme à ses frais une unité de volontaires pour combattre les « séparatistes ».

Une fois ses effectifs réorganisés, le gouvernement de Kiev a décidé de lancer une seconde et puissante offensive le 2 mai passé. Alors que [les gens du village de Adréievka](#), situé entre Kramatorsk et Slaviansk, conscients de ce que le même jour à Slaviansk les contre-insurgés livraient de durs combats contre la Garde Nationale et « compagnie », décidèrent d'arrêter une colonne de véhicules blindés qui se dirigeait vers une colline où se trouve la tour de la télévision, qui n'était pas en soi l'objectif, mais la position même, vu qu'elle est un des rares lieu en hauteur ou pouvait être installé l'artillerie, tant visant Slaviansk que visant les quartiers ruraux de Kramatorsk. De fait, ce fut déjà une position importante et disputée pour cette raison, lors des batailles de la Seconde Guerre Mondiale. Depuis les premières heures de la matinée jusqu'au crépuscule, la majorité de la population de Adréievka, complètement désarmée, a tenté de convaincre les effectifs de la Garde nationale de se retirer, alors qu'eux répondaient qu'ils venaient uniquement pour les terroristes, à quoi les habitants répondaient que les uniques terroristes qu'eux connaissaient sont ceux de Pravyi Séktor et le gouvernement putschiste ukrainien, et que les gardes feraient mieux de retourner à Kiev pour la nettoyer des nazis armés qui se baladent dans les rues, alors qu'ici, c'est-à-dire dans le Donbass, il y a seulement des gens normaux, qui veulent qu'on respecte leur droits. Pendant ce temps, les gens amenaient de l'eau pour donner à boire aux

gardes, vu que, il faut le faire remarquer, les autorités de Kiev ne se sont pas préoccupées d'assurer le ravitaillement de leurs propres troupes. Cela c'était déjà produit lors de la première d'offensive, pendant laquelle les « séparatistes » et les « terroristes » ont du alimenter (par charité pour le dire ainsi) les troupes envoyées de Dnepropetrovsk.

Quand au crépuscule, les gardes décidèrent de faire demi tour, les habitants leurs demandèrent de remettre leurs armes, pour garantir contre le risque d'une attaque dans le dos. Et ils proposèrent en échange, pour ne pas qu'ils soient accusés d'avoir déposé les armes de vider les chargeurs en tirant en l'air. A ce moment, alors qu'il faisait déjà sombre, quelqu'un lança un feu de Bengale faisant du bruit et de la lumière (de ceux qui faisaient partie de l'équipement de la Garde, et on n'a pas constaté qu'il y en avait entre les main de la contre-insurrection), ce à quoi dans la multitude quelqu'un répondit en lançant un cocktail Molotov, en plus, à ce moment, on voit apparaître un garde avec une blessure au cou, ce qui a provoqué la réaction des autres gardes qui ont ouvert le feu. A partir d'ici les versions divergent. Selon le commandant de la garde nationale, les terroristes étaient cachés dans la multitude d'où ils tiraient à la kalachnikov (ce dont nous constatons que c'est faux), avec pour résultat deux gardes morts et aucun civil. sD'après les habitants, ceux qui ont provoqué l'affrontement, ce furent les « commissaires politiques » incorporés à cette colonne. Selon Viacheslav Ponomariov, le leader de la résistance de Slaviansk, il y a eu 15 morts, parmi lesquels 4 militaires et 11 civils, plus des dizaines de blessés. D'après son communiqué ceux qui ont commencé à tirer, ce furent plusieurs radicaux d'un groupe de Pravyi Sektor qui faisaient partie de la colonne, qui ont tiré quand ils ont vu qu'elle allait se replier.

Cet affrontement peut être considéré comme déterminant, parce que jusqu'à ce moment la contre-insurrection appliquait la politique de ne pas tirer contre les membres des forces de sécurité de l'état, en partant du principe qu'elles étaient en service commandé, et de ne le faire que contre des unités paramilitaires. Cependant, en conséquence de cet affrontement, les soldats et les membres de la garde nationale ont été avertis que cette immunité a été suspendue. Cet affrontement a aussi initié les attaques des troupes régulières contre la population, celle-là même qu'ils étaient supposés venir défendre contre les « terroristes ». En parallèle, les habitants de Slaviansk et Kramatorsk ont dénoncé les actions indiscriminées des francs-tireurs, parmi les victimes desquels on trouve par exemple Iuliia Izotova, une aide sanitaire abattue d'un tir dans le dos pendant qu'elle tentait de s'aligner d'une escarmouche à un poste de contrôle de la route dans lequel elle travaillait comme infirmière volontaire.

Réflexion finale

Nous ne prétendons pas que notre version soit absolument indiscutable ni que nous disposons de suffisamment d'information pour détenir la vérité, d'autant plus que dans tout conflit chaque partie à sa propre vérité qui n'est pas toujours dénuée de fondement. Cependant, il est clair qu'en mettant l'information dans la balance la partie qui coule dans ce cas, c'est la version des autorités de Kiev, et de ses partisans qui, avec l'intervention et l'aide pour le moins complaisante de l'Occident, diffuse une vision pour le moins partielle, quand elle n'est pas totalement fallacieuse, de la plus grande partie des événements d'Ukraine, afin de justifier ses actes, qui sont eux terroristes, contre ceux de ses propres concitoyens qui ne sont pas disposés à se soumettre à un gouvernement putschiste d'inspiration néonazie, soutenu par la « dialectique des poings et des pistolets »

Ganna Goncharova et Alberto Montaner

Sources en espagnol :

<http://marquetalia.org/2014/05/07/terror-fascista-en-ucrania-por-ganna-goncharova-y-alberto-montaner-frutos/>

[Terror fascista en Ucrania](#)

Traduction [Anne Wolff](#)

Ganna Goncharova est ukrainienne, socialiste, elle est née à Kramatorsk dans la région du Donbass en 1972 dans une famille de membres du parti communiste de l'Union Soviétique (PCUS). Son grand-père maternel et son père dirigeaient des organisations du parti dans les universités où ils étaient professeurs. Elle fut membre du Komsomol dès 1986 jusqu'en 1991. Elle obtint la double licence en ingénierie et économie à l'Académie de l'État du Donbass et obtint ensuite un master en Direction d'Entreprises. Pendant un temps elle travailla comme gestionnaire économique à divers postes de l'administration publique ukrainienne et comme auditeur des comptes de l'état. Ensuite elle s'est incorporée à l'entreprise privée et a travaillé comme directrice financière. Après avoir épousé en 2009 **Alberto Montaner Frutos**, professeur à l'Université de Zaragoza elle est venue vivre en Espagne. Grande connaisseuse de la réalité politique de son pays, détenant de l'information de première main, elle s'exprime à ce sujet dans deux entrevues avec [Marquetalia.org | Artículos para la reflexión política](#) ce texte-ci est chronologiquement le deuxième, s'il traite des derniers événements (avec le décalage de traduction), il nous donne aussi une vision qui associe une bonne connaissance du terrain et nous aide à mieux comprendre qui sont les gens en contre-insurrection en Ukraine, pourquoi et contre quoi – le fascisme – ils se sont levés, pour l'immense majorité, à visage découvert et sans armes, à cette connaissance profonde de la réalité ukrainienne et aux onformation de première main dont dispose l'auteure est associé un travail d'analyse, une compilation de centaines de documents, de enregistrements vidéo, blogs, commentaires de la récente et tragique actualité de l'Ukraine...

Copyright © 2014 Global Research